

Il considère le fait "inédit"

Le RCD appelle à une réaction énergique de l'institution militaire



Mohcine Belabès, président du RCD.
© Yahia/Archives Liberté

Le parti appelle à une réaction énergique de l'institution militaire contre ce qui est considéré par tous les observateurs comme une dérive intolérable du chef d'état-major.

Le Rassemblement pour la culture et la démocratie (RCD) a joint, hier, sa voix à la vague de dénonciations du comportement du général de corps d'armée, vice-ministre de la Défense nationale et chef d'état-major de l'Armée nationale, Ahmed Gaïd Salah qui, fait inédit dans l'Algérie du pluralisme politique, a apporté son soutien au secrétaire général du Front de libération nationale (FLN) dans son conflit contre les redresseurs du parti. Le RCD qualifie d'ailleurs la correspondance du chef d'état-major de l'ANP de "lettre de félicitations-allégeance à l'endroit d'un dirigeant de parti", considérant que ce message "engageant l'institution militaire dans des conflits partisans signe son immixtion publique, manifeste et assumée dans les luttes politiques".

C'est la raison pour laquelle le RCD appelle à une réaction énergique de l'institution militaire contre ce qui est considéré par tous les observateurs comme une dérive intolérable du chef d'état-major. "Elle appelle une décision forte de l'Institution si on veut éviter à l'état-major d'assumer une dérive visant à aspirer l'armée dans des aventures aux conséquences imprévisibles", martèle le parti pour qui "cette agression est d'autant plus insupportable qu'elle met à mal la cohésion de l'armée et menace l'avenir du pays et qu'elle est l'œuvre de celui qui est censé veiller à l'unité de cette institution républicaine". Pour le RCD, "l'Algérie, déjà au bord de l'abîme, vient de subir une nouvelle agression contre le fonctionnement de ses institutions, élargissant ainsi le

dissensus national". Le parti ne manque pas de rappeler, dans son communiqué, que ce n'est d'ailleurs pas la première fois que le chef d'état-major de l'armée commet une telle forfaiture, en référence au fameux commentaire paru dans la revue El-Djeïch, et dans laquelle, des "recommandations" sont données aux partis politiques quant aux "lignes rouges" à ne pas dépasser. Une sortie qui a été interprétée par la classe politique comme une nouvelle tentative inacceptable d'immixtion de l'armée dans le champ politique. "Déjà coupable d'absence de retenue, notamment en novembre dernier, quand, sur le ton de l'injonction, il voulait dicter aux partis ce que doivent être la parole et l'action politiques, le chef d'état-major vient de franchir un seuil qui accentue la déliquescence de l'État", estime, à ce propos, le RCD qui considère que "cette dérive impardonnable met l'Armée nationale sous l'emprise, voire sous la tutelle, d'un parti politique, et la fait sortir du rôle qui lui est constitutionnellement dévolu". Selon le RCD, la correspondance de Gaïd Salah "est d'autant plus grave qu'elle survient dans une conjoncture où les tensions géopolitiques régionales et le danger que fait peser le terrorisme à nos frontières menacent la stabilité et la sécurité de la nation". Pour le parti de Mohcine Belabbas, "la remise en cause de la neutralité politique, même de façade, affichée jusque-là par l'Armée, accentue le sentiment d'insécurité déjà latent dans la société". Par conséquent, le parti prend acte de "cette nouvelle situation" et appelle "à la responsabilité et à une plus grande vigilance". Le RCD estime, enfin, que "l'Algérie a plus que jamais besoin d'un changement radical et d'un renouveau des élites, y compris au sein de l'armée, et non de la réédition de scénarios écrits par les officines et joués par des acteurs interchangeables, vieillissants, issus et au service du système responsable du malheur algérien".

H. S.